

Art. 11. De Regering vereffent de subsidie jaarlijks in twee delen:

1° het eerste deel van 85 % wordt uiterlijk zes weken na de vastlegging in de begroting betaald;

2° het tweede deel, 15 %, wordt uiterlijk zes weken na de indiening van het verantwoordingsdossier betaald.

De Regering bepaalt de wijze waarop de subsidies worden verantwoord.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatie*

Art. 12. Uiterlijk zes jaar na de inwerkingtreding van dit besluit en vervolgens om de vijf jaar vindt een externe evaluatie plaats van de toepassing ervan.

Het evaluatieverslag wordt binnen zes maanden na het verstrijken van de in alinea 1 bedoelde termijn aan de Regering en het parlement toegezonden.

De Regering draagt zorg voor de publicatie van deze evaluatie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 826-1 – Commissieverslag, nr. 826-2. – Vergaderingsamendementen, nr. 826-3. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering nr. 826-4.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming: Vergadering van 2 mei 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14771]

3 MAI 2019. — Décret instaurant un forum des jeunes de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « Jeune ou jeunesse » : une ou des personne(s) âgé(es) de 16 à 30 ans accomplis ;

2° « C.C.O.J. » : la commission consultative des organisations de jeunesse instaurée par l'article 37 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;

3° « C.C.M.C.J. » : la commission consultative des maisons et centres de jeunes instaurée par l'article 21 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ;

4° « Organisation de jeunesse (O.J.) » : organisation de jeunesse au sens du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

5° « Maison de jeunes (M.J.) » : association agréée par la Communauté française en vertu du décret précité du 20 juillet 2000, et répondant aux conditions particulières visées par l'article 3 dudit décret ;

6° « Centres de jeunes (C.J.) » : les associations agréées par la Communauté française en vertu du décret précité du 20 juillet 2000 que sont les Centres de rencontres et d'hébergement (C.R.H.) et les Centres d'information des jeunes (C.I.J.) ;

7° « Équipe pédagogique » ou « permanents » : l'ensemble des personnes qui sont sous contrat de travail ou en détachement pédagogique au sein de l'ASBL Forum des jeunes et qui ont pour mission d'accompagner et de soutenir le travail des instances dudit Forum ainsi que de contribuer à la préparation la mise en œuvre des missions et l'évaluation interne dudit Forum ;

8° « Les services du Gouvernement » : le Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère et le Service général de l'Inspection de la Culture de la Communauté française ;

9° « le secrétariat général » : l'équipe de permanents qui assure notamment de la gestion quotidienne de l'ASBL ;

10° « les principes de la démocratie » : les principes tels qu'énoncés par la Constitution, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, par le décret de la Région wallonne du

6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale.

11° Le Forum des Jeunes

Art. 2. Il est créé un « Forum des jeunes » à destination des jeunes.

Art. 3. Le Forum des jeunes est constitué sous forme d'association sans but lucratif, créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ci-après « la loi du 27 juin 1921 ».

CHAPITRE II. — *Les missions du Forum des Jeunes*

Art. 4. § 1^{er}. Ce « Forum des jeunes » a pour missions de :

- émettre des avis dans les matières qui concernent la jeunesse;
- mener et promouvoir des initiatives de participation citoyenne des jeunes en vue de contribuer à l'élaboration d'une parole collective représentative de la diversité pour l'ensemble des jeunes de la Communauté française ;
- représenter les jeunes de la Communauté française lors de réunions au niveau national et international, à l'exception des matières sectorielles exclusivement dévolues à la CCOJ et à la CCMCJ.

§ 2. L'objectif transversal des activités du Forum des Jeunes est de former des citoyens responsables actifs critiques et solidaires (« CRACS »).

CHAPITRE III. — *La composition et l'organisation du Forum des Jeunes*

Art. 5. Est membre du Forum des jeunes tout jeune désireux de s'impliquer dans le Forum, qui en fait la demande auprès du secrétariat général et qui réside dans une des zones suivantes : la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, la province du Brabant wallon, la province du Hainaut, la province de Namur, la province du Luxembourg et la province de Liège, à l'exception des communes de la Communauté germanophone et à l'exception des membres d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie.

Art. 6. § 1. Peut demander à être membre de l'Assemblée générale du Forum des jeunes, tout membre ayant participé pendant au moins 1 an aux travaux du Forum des Jeunes.

§ 2. Toute association (avec ou sans personnalité juridique) qui en fait la demande et qui peut démontrer un lien avec la jeunesse dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel), en ce compris les Centres de jeunes, les Organisations de jeunesse et les Maisons de jeunes, peut désigner un représentant à l'Assemblée Générale du Forum des jeunes pour autant que celui-ci rentre dans les conditions du § 1^{er}.

Art. 7. La qualité de membre de l'Assemblée Générale est incompatible avec les fonctions suivantes :

1. membre du personnel d'un cabinet de Gouvernement régional, communautaire, fédéral ou européen, membre d'une des assemblées législatives régionales, communautaires, fédérale ou européenne, attaché parlementaire d'une de ces assemblées, député provincial, conseiller provincial, bourgmestre, président de C.P.A.S., échevin, conseiller communal ou conseiller de l'action sociale ;

2. membre du personnel du Service de la Jeunesse du Ministère de la Communauté française, de l'Observatoire des politiques culturelles ou de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse ;

3. membre du conseil d'administration d'un organisme d'intérêt public ;

4. membre du personnel d'un parti politique ;

5. membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie.

Art. 8. Est réputé démissionnaire de l'assemblée générale le membre :

- qui contrevient, à n'importe quel moment, à l'une des incompatibilités identifiées à l'article 7 ;
- qui quitte toute forme d'affiliation à l'O.J., C.J., M.J. ou association qui l'a désigné à l'Assemblée Générale ;
- dont l'O.J., C.J. ou M.J. qu'il représente s'est vu retirer son agrément ou sa reconnaissance selon les décrets du 26 mars 2009 et du 20 juillet 2000 ;
- qui ne respecte pas les principes de la démocratie.

Art. 9. L'ASBL détermine ses statuts et ses modalités de fonctionnement dans un Règlement d'Ordre Intérieur dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 du Pacte culturel. Ceux-ci sont soumis à l'approbation du Gouvernement de même que toute modification ultérieure.

CHAPITRE IV. — *Les avis*

Art. 10. § 1^{er}. Le Forum des jeunes émet des avis consultatifs, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française sur les matières qui concernent la jeunesse.

§ 2. Le Forum des jeunes peut également d'initiative rendre des avis à d'autres autorités et émettre des avis sur des dispositions prises au niveau local, régional, fédéral, européen ou international sur des matières concernant la jeunesse.

Art. 11. § 1^{er}. Lorsqu'une demande d'avis émane du Gouvernement ou du Parlement, le Forum des jeunes dispose d'un délai de 6 mois maximum pour le remettre.

§ 2. Pour être pris en considération par le Parlement ou le Gouvernement, un avis du Forum des jeunes doit présenter la méthodologie générale et la démarche participative retenues pour sa réalisation.

Il doit donc :

- justifier la représentativité de son avis en démontrant un travail significatif de consultation des jeunes dans toute leur diversité : nombre de jeunes, âge, genre, arrondissements, ... ;
- justifier la qualité de son avis en démontrant un travail de consultation qualitative ainsi qu'une compilation de recueils, d'informations et d'études ;
- justifier un travail utilisant des méthodes participatives.

Art. 12. Les avis du Forum des jeunes ne sont pas contraignants. Toutefois, en cas de sollicitation de l'avis du Forum des jeunes par un Ministre, celui-ci doit justifier par écrit, dans les 60 jours, les raisons de l'éventuelle non-prise en compte de ce dernier.

Art. 13. Lorsqu'une demande d'avis émane du Gouvernement, celui-ci peut déroger au délai de 6 mois sans toutefois pouvoir l'abaisser en deçà de 3 mois. Dans ce cas, le Gouvernement justifie la demande de dérogation et détermine les adaptations nécessaires aux conditions de recevabilité de l'avis.

Art. 14. Tous les avis du Forum des jeunes sont publics et sont diffusés à l'attention de l'ensemble des jeunes de la Communauté française.

CHAPITRE V. — *La subvention et le contrôle du Forum des Jeunes*

Art. 15. Dans les limites des crédits budgétaires et dans le respect des articles 10, alinéa 1^{er}, et 11, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques (loi du pacte culturel), le Gouvernement octroie au Forum des jeunes les moyens suivants :

- trois détachés pédagogiques, dans le respect des dispositions prévues en vertu de la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant ;
- une subvention annuelle forfaitaire de 225.000 euros indexée annuellement sur base de l'indice santé des prix à la consommation ;
- à minima, une aide logistique, administrative, d'infrastructure et d'hébergement suffisante en vue de réaliser ses missions et dont la nature est précisée par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités de versement ainsi que de remboursement de la subvention conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2017 relatif à l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions, pris en exécution du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Le Gouvernement fixe les conditions dans lesquelles sont octroyés aux membres effectifs du Forum des jeunes des éventuels jetons de présence et des indemnités de parcours et de séjour.

Art. 17. Le Forum des jeunes remet chaque année, pour le 31 juillet de l'année suivante au plus tard, ses comptes annuels au Gouvernement, selon le format prévu par la loi ainsi qu'un rapport public de ses activités qui est transmis au Parlement.

Art. 18. En cas de non-respect du présent décret, le Gouvernement peut suspendre ou supprimer, en tout ou en partie, les subventions visées à l'article 15.

Lorsque les Services du Gouvernement constatent que les conditions d'octroi de la subvention ne sont pas remplies, ils informent, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le Forum des jeunes des griefs relevés. Le Forum des jeunes peut alors communiquer ses objections toujours selon les modalités et dans un délai définis par le Gouvernement.

Le Forum des jeunes dispose, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, d'un droit de recours auprès de celui-ci par rapport à la décision gouvernementale.

CHAPITRE VI. — *L'évaluation du Forum des jeunes*

Art. 19. § 1^{er}. 1° L'évaluation externe du présent décret est confiée à l'Observatoire des Politiques Culturelles et à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse.

2° L'évaluation visée au 1° est, notamment, fondée sur une évaluation interne du Forum des jeunes. Cette évaluation interne est bisannuelle et porte au minimum sur les éléments suivants:

- la capacité du Forum des jeunes à produire des avis sur les matières qui concernent les jeunes ;
- la capacité du Forum des jeunes à mener et promouvoir des initiatives de participation citoyenne des jeunes qui contribuent à l'élaboration des avis qu'il prend ;
- la capacité du Forum des jeunes à mobiliser des méthodes participatives.

§ 2. L'évaluation externe est réalisée tous les cinq ans, conformément au § 1^{er}, et est transmise au Gouvernement à titre d'information.

La première évaluation externe doit être réalisée pour le 31 décembre 2021, afin de procéder aux adaptations éventuelles du cadre du Forum des jeunes, tant pour sa composition que pour ses missions.

§ 3. A l'issue de l'évaluation, le Gouvernement peut suspendre ou supprimer la subvention visée à l'article 15 du présent décret suivant les dispositions de l'article 18.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et abrogatoires*

Art. 20. Le décret du 14 novembre 2008 instaurant le Conseil de la Jeunesse en Communauté française est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à l'exception de l'article 3/5 qui est abrogé au 1^{er} octobre 2019.

Art. 21. En l'absence d'élections en octobre 2019, le mandat des élus du Conseil de la Jeunesse est prolongé jusqu'au 1^{er} mars 2020 afin d'assurer la transition et l'instauration du Forum des jeunes.

Art. 22. Le Forum des jeunes succède dans les droits et obligations au Conseil de la Jeunesse.

Art. 23. De manière transitoire jusqu'au 31 décembre 2020, peut demander à être membre de l'Assemblée générale du Forum des jeunes tout membre ayant participé au moins 1 an aux travaux du Conseil de la Jeunesse instauré par le décret du 14 novembre 2008.

Art. 24. Le présent décret entre en vigueur au 1^{er} janvier 2020, à l'exception des articles 20 et 21 qui entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de
Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement.

- Projet de décret, n° 771-1
- Avis du Conseil d'État, n° 771-2.
- Amendements en commission, n° 771-3.
- Rapport de commission, n° 771-4.
- Texte adopté en en commission, n° 771-5.
- Texte adopté en séance plénière, n° 771-6

Compte-rendu intégral.

- Discussion et adoption.

Séance du 2 mai 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14771]

3 MEI 2019. — Decreet tot oprichting van een Jongerenforum van de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

- 1° "Jongere of jeugd": een persoon of personen tussen 16 en 30 jaar oud;
- 2° "C.C.O.J." ("commission consultative des organisations de jeunesse"): de adviescommissie voor de jeugdorganisaties, ingesteld bij artikel 37 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;
- 3° "C.C.M.C.J." ("commission consultative des maisons et centres de jeunes"): de adviescommissie voor jeugdhuisen en -centra, ingesteld bij artikel 21 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties;
- 4° "Jeugdorganisatie ("O.J. – organisation de jeunesse")": jeugdorganisatie in de zin van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties;
- 5° "Jeugdhuisen ("M.J. – maison de jeunes")": vereniging die door de Franse Gemeenschap krachtens voornoemd decreet van 20 juli 2000 is erkend en die voldoet aan de specifieke voorwaarden van artikel 3 van dat decreet;
- 6° "Jongerencentra (C.J. – centres de jeunes)": verenigingen die door de Franse Gemeenschap krachtens voornoemd decreet van 20 juli 2000 zijn erkend, namelijk de ontmoetings- en huisvestingscentra "Centres de rencontres et d'hébergement" (C.R.H.) en de informatiecentra voor jongeren "Centres d'information des jeunes" (C.I.J.);
- 7° "Pedagogisch team" of "vaste medewerkers": alle personen met een arbeidsovereenkomst of met een onderwijsdetachering bij de VZW Jongerenforum ("Forum des jeunes") die tot taak hebben de werkzaamheden van de organen van het Forum te begeleiden en te ondersteunen en bij te dragen aan de voorbereiding, de uitvoering van de taken en de interne evaluatie van het Forum;
- 8° "De diensten van de Regering": de Jeugddienst van het Algemeen bestuur cultuur van het Ministerie en het Algemeen bestuur van de Inspectie van cultuur van de Franse Gemeenschap;
- 9° "het algemeen secretariaat": het team van vaste medewerkers die met name verantwoordelijk is voor het dagelijks beheer van de VZW;

10° “de beginselen van de democratie”: de beginselen zoals vastgelegd in de Grondwet, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, door het decreet van het Waals Gewest van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

11° Het Jongerenforum

Art. 2. Hierbij wordt een “Jongerenforum” voor jongeren opgericht.

Art. 3. Het Jongerenforum wordt opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk, opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, hierna “de wet van 27 juni 1921”.

HOOFDSTUK II. — *De opdrachten van het Jongerenforum*

Art. 4. § 1. Dit “Jongerenforum” heeft als opdracht:

- adviezen uitbrengen in jeugdzaken;
- initiatieven voor burgerparticipatie van jongeren te leiden en te bevorderen om bij te dragen tot de ontwikkeling van een collectieve stem die de diversiteit van alle jongeren in de Franse Gemeenschap vertegenwoordigt;
- jongeren uit de Franse Gemeenschap te vertegenwoordigen op bijeenkomsten op nationaal en internationaal niveau, met uitzondering van sectorale aangelegenheden die uitsluitend aan de CCOJ en de CCMCJ zijn toegewezen.

§ 2. De transversale doelstelling van de activiteiten van het Jongerenforum is het opleiden van kritische en solidaire verantwoordelijke actieve burgers (“CRACS”).

HOOFDSTUK III. — *De samenstelling en de organisatie van het Jongerenforum*

Art. 5. Is lid van het Jongerenforum, elk jongere die wenst deel te nemen aan het Forum en die een aanvraag indient bij het Secretariaat-generaal en in een van de volgende gebieden verblijft: het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Provincie Waals-Brabant, de Provincie Henegouwen, de Provincie Namen, de Provincie Luxemburg en de Provincie Luik, met uitzondering van de gemeenten van de Duitstalige Gemeenschap en met uitzondering van de leden van een organisatie of vereniging die de beginselen van de democratie niet eerbiedigt.

Art. 6. § 1. Elk lid dat ten minste één jaar heeft deelgenomen aan de werkzaamheden van het Jongerenforum kan zich aanmelden om lid te worden van de Algemene Vergadering van het Jongerenforum.

§ 2. Elke vereniging (met of zonder rechtspersoonlijkheid) die daarom verzoekt en die een band met de jeugd kan aantonen overeenkomstig de wet van 16 juli 1973 die de bescherming van ideologische en filosofische tendensen (wet van het cultuurpact) waarborgt, met inbegrip van jeugdcentra, jeugdorganisaties en jeugdhuizen, kan een vertegenwoordiger aanstellen in de algemene vergadering van het Jongerenforum, op voorwaarde dat deze onder de voorwaarden van § 1 valt.

Art. 7. Het lidmaatschap van de Algemene Vergadering is onverenigbaar met de volgende ambten:

1. personeelslid van een kabinet van een gewestelijke, communautaire, federale of Europese Regering, lid van een gewestelijke, communautaire, federale of Europese wetgevende vergadering, Parlementair attaché van een van deze vergaderingen, provinciaal gedeputeerde, gemeenteraadslid, burgemeester, voorzitter van het OCMW, schepen, gemeenteraadslid, of raadslid voor maatschappelijk welzijn;
2. lid van het personeel van de dienst Jeugdzaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, het Waarnemingscentrum voor Cultuurbeleid of het Waarnemingscentrum voor kind, jeugd en hulpverlening aan de jeugd;
3. lid van de raad van bestuur van een organisatie van openbaar nut;
4. personeelslid van een politieke partij;
5. lid van een organisatie of een vereniging die de beginselen van de democratie niet eerbiedigt.

Art. 8. Wordt geacht ontslag te nemen uit de Algemene vergadering het lid:

- dat op enig moment in strijd handelt met een van de in artikel 7 genoemde onverenigbaarheden;
- dat elke vorm van lidmaatschap bij de O.J., C.J., M.J., of vereniging die hem op de algemene vergadering heeft benoemd, verlaat;
- wiens accreditatie of erkenning is ingetrokken bij de O.J., C.J. of M.J. die hij vertegenwoordigt overeenkomstig de besluiten van 26 maart 2009 en 20 juli 2000;
- die de beginselen van de democratie niet respecteert.

Art. 9. De VZW legt haar statuten en werkwijze vast in een huishoudelijk reglement in overeenstemming met de wet van 16 juli 1973 van het Cultuurpact. Deze en de eventuele latere wijzigingen ervan zijn onderworpen aan de goedkeuring van de Regering.

HOOFDSTUK IV. — *De adviezen*

Art. 10. § 1. Het Jongerenforum brengt raadgevende adviezen over jeugdzaken uit, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Regering of het Parlement van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Het Jongerenforum kan ook op eigen initiatief adviezen uitbrengen aan andere overheden en adviezen uitbrengen over maatregelen die op lokaal, regionaal, federaal, Europees of internationaal niveau worden genomen over jeugdzaken.

Art. 11. § 1. Wanneer een verzoek om een advies wordt ingediend door de Regering of het Parlement, heeft het Jongerenforum maximaal 6 maanden de tijd om een advies te geven.

§ 2. Om door het Parlement of de Regering te worden behandeld, moet een advies van het Jongerenforum de algemene methodologie en de participatieve aanpak voor de uitvoering ervan voorstellen.

Het moet daarom:

- de representativiteit van zijn advies rechtvaardigen door aan te tonen dat er veel werk is gemaakt om jongeren in al hun diversiteit te raadplegen: aantal jongeren, leeftijd, geslacht, woonplaatsen, enz, ...
- de kwaliteit van zijn advies rechtvaardigen door aan te tonen dat er sprake is van een kwalitatief raadplegingsproces en een verzameling van gegevens, informatie en studies;
- een werk met behulp van participatieve methoden rechtvaardigen.

Art. 12. De adviezen van het Jongerenforum zijn niet bindend. Indien een Minister het advies van het Jongerenforum vraagt, moet de Minister echter binnen 60 dagen schriftelijk de redenen voor het niet in aanmerking nemen van het advies motiveren.

Art. 13. Wanneer de Regering een verzoek om advies indient, kan zij van deze termijn van zes maanden afwijken, maar die niet tot minder dan drie maanden verkorten. In dat geval motiveert de Regering het verzoek om afwijking en bepaalt zij de nodige aanpassingen van de voorwaarden voor de ontvankelijkheid van het advies.

Art. 14. Alle adviezen van het Jongerenforum zijn openbaar en worden verspreid onder alle jongeren in de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK V. — *Subsidiëring van en controle op het Jongerenforum*

Art. 15. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten en met inachtneming van de artikelen 10, eerste lid, en 11 van de wet van 16 juli 1973 tot bescherming van de ideologische en filosofische tendensen (wet van het Cultuurpact), kent de Regering het Jongerenforum de volgende middelen toe:

- drie pedagogische detacheringen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 29 maart 1965 betreffende de terbeschikkingstelling van onderwijzend personeel aan jeugdorganisaties;
- een jaarlijkse forfaitaire subsidie van 225.000 euro, jaarlijks geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex van de consumptieprijzen;
- ten minste logistieke, administratieve, infrastructurele en huisvestingsbijstand die voldoende is om zijn taken, waarvan de aard door de Regering wordt gespecificeerd, te kunnen uitvoeren.

De Regering stelt de voorwaarden vast voor de betaling en terugbetaling van de subsidie overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2017 betreffende de organisatie en de coördinatie van de controle op de toekenning en de aanwending van de subsidies, genomen ter uitvoering van artikel 61 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 16. De Regering stelt de voorwaarden vast voor de toekenning van eventuele zitpenningen en reis- en verblijfsvergoedingen aan de werkende leden van het Jongerenforum.

Art. 17. Het Jongerenforum legt jaarlijks uiterlijk op 31 juli van het jaar daarna zijn jaarrekening aan de Regering voor in de bij de wet vastgestelde vorm, alsmede een openbaar verslag over zijn activiteiten, dat naar het Parlement wordt gestuurd.

Art. 18. Bij niet-naleving van dit decreet kan de Regering de subsidies, bedoeld in artikel 15, geheel of gedeeltelijk opschorten of intrekken.

Wanneer de Regeringsdiensten vaststellen dat niet aan de voorwaarden voor het toekennen van de subsidie is voldaan, zullen zij het Jongerenforum, in overeenstemming met de door de Regering vastgestelde procedures, op de hoogte stellen van de vastgestelde grieven. Het Jongerenforum kan dan zijn bezwaren altijd volgens de modaliteiten en binnen een door de Regering bepaalde termijn kenbaar maken.

Het Jongerenforum heeft, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures, het recht om bij de Regering in beroep te gaan tegen de beslissing van de Regering.

HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie van het Jongerenforum*

Art. 19. § 1. 1° De externe evaluatie van dit decreet wordt toevertrouwd aan het Waarnemingscentrum voor Cultuurbeleid en het Waarnemingscentrum voor kind, jeugd en hulpverlening aan de jeugd;

2° De in 1° bedoelde evaluatie is met name gebaseerd op een interne evaluatie van het Jongerenforum. Deze interne evaluatie wordt om de twee jaar uitgevoerd en heeft ten minste betrekking op de volgende elementen:

- het vermogen van het Jongerenforum om adviezen uit te brengen over onderwerpen die voor jongeren van belang zijn;
- het vermogen van het Jongerenforum om initiatieven voor de maatschappelijke betrokkenheid van jongeren te leiden en te bevorderen die bijdragen tot de ontwikkeling van de adviezen die het forum uitbrengt;
- het vermogen van het Jongerenforum om participatieve methoden te stimuleren.

§ 2. De externe evaluatie wordt om de vijf jaar uitgevoerd, overeenkomstig § 1, en wordt ter informatie naar de Regering gestuurd.

De eerste externe evaluatie moet uiterlijk op 31 december 2021 worden uitgevoerd om het kader van het Jongerenforum zo nodig aan te passen, zowel wat betreft zijn samenstelling als zijn taken.

§ 3. Na afloop van de evaluatie kan de Regering de subsidie, bedoeld in artikel 15 van dit besluit, schorsen of intrekken, overeenkomstig de bepalingen van artikel 18.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

Art. 20. Het decreet van 14 november 2008 tot oprichting van de Jeugdraad in de Franse Gemeenschap wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, met uitzondering van artikel 3/5 dat op 1 oktober 2019 wordt opgeheven.

Art. 21. Aangezien er in oktober 2019 geen verkiezingen worden gehouden, wordt het mandaat van de gekozen leden van de Jeugdraad verlengd tot 1 maart 2020 om de overgang naar en de oprichting van het Jongerenforum te waarborgen.

Art. 22. Het Jongerenforum volgt de Jeugdraad op in zijn rechten en plichten.

Art. 23. Bij wijze van overgangsmaatregel tot 31 december 2020 kan elk lid dat gedurende ten minste één jaar heeft deelgenomen aan de werkzaamheden van de Jeugdraad, opgericht bij decreet van 14 november 2008, het lidmaatschap van de Algemene Vergadering van het Jongerenforum aanvragen.

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2020, met uitzondering van de artikelen 20 en 21, die op 1 oktober 2019 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kinderwelzijn,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister voor Hoger onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.

- Ontwerp van decreet, nr. 771-1
- Advies van de raad van state, nr. 771-2.
- Commissieamendementen nr. 771-3.
- Commissieverslag, nr. 771-4.
- Tekst aangenomen in de commissie, nr. 771-5.
- Tekst aangenomen in plenaire zitting, nr. 771-6

Integraal verslag

- Bespreking en aanneming.
- Vergadering van 2 mei 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14543]

24 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mars 2010 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accèsion au niveau supérieur des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Rapport au Gouvernement de la Communauté française

I. Présentation générale

Dans sa déclaration de politique communautaire, le Gouvernement de la Communauté française s'est engagé à améliorer les procédures de recrutement et de promotion des agents. C'est dans ce cadre que les modalités de travail avec Selor, via la conclusion d'un nouveau protocole de collaboration, ont été élaborées.

Le 13 septembre 2017, le Gouvernement a adopté un arrêté modificatif de l'arrêté du 4 mars 2010 sur les concours de recrutement en vue d'exécuter un engagement formalisé dans ce protocole à savoir la mise en place d'un système de dispense en cas de réussite du module 1 et, à l'inverse, l'imposition d'une période de développement en cas d'échec.

La dynamique de cette réforme était double, à savoir, d'une part, fluidifier et alléger les procédures de sélection et, d'autre part, adopter des règles et donc des pratiques communes aux Entités fédérale et fédérées faisant appel à l'intermédiaire de Selor.

Il est apparu que la modification du 13 septembre 2017 n'incluait pas l'ensemble des possibilités offertes par Selor sur les deux thématiques précitées.

L'article 5 du projet élargit donc le mécanisme précité au plus précis de ce que Selor met déjà en œuvre pour les autres Entités et au mieux de ce que nécessite, pour une gestion fluide et optimale, l'intégration de nos réserves dans son système informatique globalisé.

L'objectif poursuivi de la meilleure efficacité possible dans la constitution et l'utilisation des réserves de recrutement ne se limite évidemment pas à cette seule recherche de convergence pour ceux des processus existants qui paraissent pertinents.

Les autres dispositions du projet portent proposition de modifications des dispositifs qui sont spécifiques à la réglementation formant le statut des agents de la Communauté française.

Parmi ces dispositions, deux d'entre elles ont fait l'objet de réserves exprimées par la Section de Législation du Conseil d'Etat en son avis n° 64.917/4 en date du 3 janvier 2019.

La première observation de fond formulée par le Conseil d'Etat a trait à la variabilité de la composition des jurys, l'arrêté en projet prévoyant la possibilité d'une alternance de titulaire au niveau de la présidence d'un même jury.